

RÉUTILISATION D'INFORMATIONS PUBLIQUES DÉTENUES PAR LES ARCHIVES
DÉPARTEMENTALES DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

LICENCE N°5
Usage privé, commercial ou non

**LICENCE DE RÉUTILISATION, COMMERCIALE OU NON, D'INFORMATIONS
PUBLIQUES POUR UN USAGE ESSENTIELLEMENT INTERNE OU PRIVÉ, SANS
DIFFUSION D'IMAGES AU PUBLIC OU À DES TIERS**

Je, soussigné(e)....., sollicite l'autorisation de reproduire et de réutiliser les documents conservés aux Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence sous la / les cote(s) suivantes :

.....
.....
.....
.....

Je déclare n'envisager qu'un usage interne ou privé de ces images et, en particulier, à **ne pas les diffuser publiquement** (pas de diffusion sur Internet, ni par le biais d'une publication papier par exemple¹) ou à des tiers.

Je déclare avoir pris connaissance du règlement général de réutilisation annexé et je m'engage à en respecter l'ensemble des dispositions, pour peu qu'elles soient applicables à une réutilisation d'informations publiques pour un usage essentiellement interne, sans rediffusion d'images au public ou à des tiers, sous peine de me voir infliger les sanctions prévues dans son article 12.

Je m'engage, en conséquence du règlement général de réutilisation, à :

- ne pas modifier, altérer ou dénaturer le sens des informations publiques réutilisées ;
- mentionner, dans le cadre de la réutilisation, les sources des informations (Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence) et, le cas échéant, la date de leur dernière mise à jour ;
- ne pas réutiliser les informations publiques listées ci-dessus pour un autre usage qu'essentiellement interne ou privé, sans rediffusion d'images des informations au public ou à des tiers.
- faire figurer les références de tout document réutilisé, quel qu'en soit l'usage, sous la forme suivante : « document conservé aux Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence, cote..... ».

(Paragraphe à biffer le cas échéant) :

En cas de fourniture d'images par les Archives départementales, cette prestation sera facturée au réutilisateur selon les tarifs annexés au règlement de réutilisation.

Ces images seront mises à disposition du réutilisateur dans un délai de xxx jours (à remplir au cas par cas) après le paiement des frais de fourniture par le licencié.

Droit d'auteur

Conformément à l'article 122-5, aliéna 2 du Code de la Propriété intellectuelle, je m'engage à n'utiliser les documents soumis au droit d'auteur qu'à des fins strictement privées et à en mentionner l'auteur.

¹ Si un tel usage est envisagé, merci de souscrire une des licences concernées.

Toute autre utilisation, même non commerciale², de documents protégés par le droit d'auteur devra faire l'objet d'une autorisation expresse de l'auteur du document, ou de l'ayant droit (ou des ayants droit), qu'il m'appartiendra de solliciter.

Reproduction et réutilisation de documents comportant des données nominatives concernant des personnes vivantes

Les informations publiques comportant des données à caractère personnel concernant des personnes vivantes ne peuvent faire l'objet d'une réutilisation que dans les cas suivants :

- lorsque la personne intéressée y a consenti,
- lorsque le département détenteur est en mesure de les rendre anonymes dans la limite de ses possibilités techniques et du bon fonctionnement des Archives départementales,
- ou, à défaut d'anonymisation, lorsqu'une disposition législative ou réglementaire le permet.

Par ailleurs, en cas d'opposition d'une personne vivante qui figurerait dans une base de données nominatives ou dans un traitement informatique de données personnelles, le licencié s'engage à l'en retirer immédiatement.

En effet, la reproduction et la réutilisation d'informations publiques comportant des données à caractère personnel est subordonnée au respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses dispositions d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal.

Fait à Digne le.....

Signature :

Autorisation du Département des Alpes-de-Haute-Provence:

Accord

Accord partiel

Refus

Visa